

À la recherche de la productivité : le bilan des « Abenomics »

Le principal objectif des Abenomics est de renforcer la croissance de la productivité. L'augmentation de la production par travailleur indispensable au maintien du niveau de vie des Japonais exige des réformes. Nombre d'initiatives prises par le gouvernement, et notamment les mesures appelées Abenomics, ont fait leurs preuves en ce domaine.

À contre-courant de l'histoire

Pour que les Abenomics puissent réussir, il faut que les trois « flèches » qui les constituent – relance budgétaire, politique monétaire et réformes structurelles – contribuent à l'accélération des gains de productivité. Au Japon, l'évolution du PIB réel par travailleur au cours des 60 dernières années dessine une courbe en S. En 1955, le chiffre se situait aux environs d'un million de yens (9 600 dollars), en se basant sur le niveau actuel des prix ; il a ensuite augmenté pendant 20 à 25 ans et, depuis lors, il diminue. Aujourd'hui, il atteint 8 millions de yens (77 000 dollars), ce qui représente certes une hausse, mais qui procède à un rythme beaucoup plus lent.

Les Abenomics ont pour vocation de combattre cette tendance historique à la décélération – un phénomène qui menace tous les grands pays industriels, et pas seulement le Japon –, de façon à ce que le rythme de la croissance augmente à nouveau. À condition de travailler dur, on peut y arriver.

La direction suivie est la bonne

Près de quatre années après le lancement des Abenomics, le Japon avance dans la bonne direction et bien des mesures prises se sont avérées payantes. La réussite est particulièrement flagrante dans deux secteurs : l'agriculture et la gouvernance d'entreprise. La réforme de l'agriculture japonaise est une affaire politique délicate, mais le chemin parcouru est très satisfaisant. Grâce à la détermination du Premier ministre Shinzo Abe à faire aboutir ses projets, des réformes, jadis inconcevables, du système de distribution agricole ont été menées à terme.

En ce qui concerne la gouvernance d'entreprise, la quasi-totalité des sociétés cotées en Bourse ont désormais des administrateurs externes. Le grand avantage de la présence de

gens extérieurs à l'entreprise au conseil d'administration, c'est qu'ils peuvent fournir une aide précieuse en apportant des opinions extérieures et en poussant les décideurs au sein de l'entreprise à faire avancer les choses.

Outre cela, le Code de gestion publié par l'Agence des services financiers (ASF) s'est avéré prodigieusement efficace pour inciter les gestionnaires d'actifs à faire montre d'une plus grande fermeté envers les sociétés qui leur appartiennent et à mieux servir les intérêts de leurs investisseurs.

Dans le domaine de la réforme de l'État aussi, je dois reconnaître que le Premier ministre Abe et le secrétaire général du Cabinet Yoshihide Suga ont le mérite d'avoir amélioré la discipline au sein du gouvernement. Celui-ci est beaucoup mieux organisé depuis qu'ils ont modifié la Loi nationale sur le service public, qui régit les promotions au sein de chaque ministère. Et ceci a eu un impact positif sur les politiques dans le domaine social, commercial, industriel et fiscal, pour ne mentionner que ceux-là.

Il reste des efforts à faire

Des progrès restent à faire dans d'autres domaines, comme la politique d'immigration. De par leur tradition, les Japonais sont peu réceptifs à l'idée d'une immigration à grande échelle. Mais l'évolution actuelle de la démographie et du marché du travail a clairement changé la donne.

Le comité créé au mois de septembre par le gouvernement pour s'occuper de la réforme des façons de travailler a commencé à produire des résultats en ce domaine. La réforme du travail est un sujet sur lequel le Premier ministre s'est abondamment exprimé, en mettant en avant le principe « à travail égal salaire égal ». Il a dirigé avec une grande dextérité l'organisation de ce comité, qui formulera ses propres propositions en matière de politique du travail d'ici mars 2017. Je nourris l'espoir que le comité produira de bonnes propositions, qui rompent avec l'héritage de lenteur légué par les précédentes commissions dédiées à cet aspect de la politique.

La politique énergétique demande elle aussi des améliorations. Les dépenses totales du Japon en énergie, R&D liée à l'énergie et autres domaines connexes atteignent 1 200 milliards de yens (environ 12 milliards de dollars). À titre de

comparaison, les dépenses de sécurité sociale se chiffrent à 130 000 milliards de yens (1 250 milliards de dollars). Il y a quelque chose qui ne va pas quand on dépense aussi peu pour l'énergie, et particulièrement pour la technologie, dont le rôle est crucial pour la viabilité à long terme du pays, sans parler des promesses qu'elle tient en réserve. Récemment, par exemple, un groupe du département de Saitama a annoncé la découverte d'une nouvelle pile utilisant du magnésium à la place du lithium, avec à la clé une réduction de 96 % du coût des matériaux. La chaîne d'alimentation en énergie offre en fait d'immenses opportunités de refonte.

Garder l'élan

En ce qui concerne la réforme fiscale, l'impôt sur les sociétés est passé de 35 % à 29 %, ce qui représente une grande victoire. Les entreprises se sentiront d'autant plus encouragées à investir. Le code des impôts a en outre été modifié en détail de façon à pousser la R&D à créer des incitations à l'amélioration de la qualité et de l'efficacité de l'investissement, ce qui devrait avoir un impact positif sur la productivité.

À mon avis, l'augmentation appliquée en 2014 à la taxe à la consommation a été un faux pas, qui a fait dérailler la reprise. Mais depuis cette erreur, le Premier ministre a fait montre d'une grande résolution en repoussant deux fois une autre augmentation de cette taxe. Il a clairement fait comprendre aux ministères que l'argent n'entrerait pas et les a chargés d'améliorer l'efficacité et de couper les dépenses là où c'était possible. Il règne désormais une plus grande discipline dans les dépenses publiques, et c'est aux Abenomics qu'on le doit.

Les dépenses publiques doivent contribuer directement à la croissance, que ce soit du côté de l'offre ou de la demande. Le train de mesures budgétaires qui vient d'être adopté par la Diète va dans le bon sens à cet égard, centré comme il l'est sur les secteurs – énergie, infrastructure, soins de santé et garderie – qui sont importants pour l'avenir du Japon, en raison du rôle essentiel qu'ils jouent dans l'accroissement de la productivité.

Si l'on regarde au-delà des frontières du Japon, le Partenariat transpacifique (TPP) a une portée considérable. Il stimulera les échanges dans la région tout entière. Il est décevant de voir les États-Unis revenir sur leurs engagements, c'est une mauvaise nouvelle pour l'économie et la paix mondiales.

J'espère que le Japon pourra aller de l'avant et faire du TPP un accord solide.

De bonnes raisons d'espérer

À travers les Abenomics, le Japon fait un usage coordonné des politiques monétaire, budgétaire et structurelle. Aucun autre pays n'a une approche de la politique économique aussi globale que le Japon. À mon avis, les Abenomics incarnent tout simplement l'orthodoxie économique. Les théories qui les sous-tendent n'ont rien de nouveau, mais l'idée qu'il faut les utiliser de concert et les mettre en œuvre de façon coordonnée est une leçon qui pourrait profiter à d'autres pays.

Le Japon a bien des raisons d'être optimiste quant à son avenir. Il jouit d'une immense stabilité politique, sociale et juridique. L'ASF assure une régulation des marchés excellente et sans faille. Les Japonais travaillent dur, et c'est un atout considérable. Le niveau technologique est remarquable, avec des savants et des ingénieurs de grande qualité à travers tout le pays. Pour peu que leur interaction progresse, cette gigantesque réserve de créativité bridée s'ouvrira. Voilà autant de raisons d'espérer que le Japon parviendra à relever le défi de son histoire économique, à continuer d'accroître sa productivité et à rester une cible privilégiée du milieu mondial de l'investissement.



Dr. Robert Feldman

Économiste en chef chez Morgan Stanley MUFJ Securities, où il est spécialiste de l'économie du Japon, de ses marchés financiers et de sa politique. Diplômé en économie et en études japonaises de l'Université de Yale et titulaire d'un doctorat d'économie du Massachusetts Institute of Technology. Son engagement de plusieurs décennies aux côtés du Japon remonte à l'année qu'il a passée comme élève d'un lycée de Nagoya dans le cadre d'un programme d'échange scolaire.